

Réattribution toponymique dans le Sud-Caucase: les exemples de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud

*Ariane Bachelet**

Mots-clés: *Abkhazie, Ossétie du Sud, Caucase, souveraineté cartographique*

Parole chiave: *Abcasia, Ossezia del Sud, Caucaso, sovranità cartografica*

Keywords: *Abkhazia, South Ossetia, Caucasus, cartographic sovereignty*

1. Introduction

Dans le Sud-Caucase, les modifications toponymiques ont été nombreuses depuis la fin du XIX^e siècle. Rattachée à l'Empire russe entre les années 1780 et 1810, puis soviétisée en 1922 cette région a été caractérisée par une forte instabilité politique et de violents conflits au moment de la disparition de l'Union soviétique. Le paysage toponymique de la Géorgie, et à plus forte raison celui de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud¹, témoignent des changements multiples de souveraineté.

La particularité de ces deux territoires est qu'ils sont concernés par un triple processus de « décolonisation »² : le premier avec la Russie, le deuxième avec l'URSS, et le troisième avec la Géorgie. Cependant, les mémoires des trois « dominations » passées n'ont pas le même poids dans l'identité collective et ne sont pas rejetées avec la même force : le passé sous l'autorité géorgienne est rejeté en bloc tandis que la dé-communisation est incomplète et que le rejet de la Russie est limité, celle-ci étant devenue le principal allié géopolitique après 2000. Dans les deux derniers cas, l'Abkhazie se différencie de l'Ossétie du Sud car elle aspire à l'indépendance totale tandis que l'Ossétie du Sud cherche à

* Paris, Université Panthéon Sorbonne, France.

Je remercie Giuseppe Muti, Vladimir Kolosov et Laura-Jane Duquesney ainsi que les deux évaluateurs anonymes pour leurs remarques.

¹ Il s'agit de deux anciens territoires autonomes de la République socialiste soviétique de Géorgie qui ont refusé le projet politique nationaliste géorgien de sortie d'URSS. Suite aux affrontements de 1991-1992 en Ossétie du Sud et de 1992-1993 en Abkhazie, les forces séparatistes ont acquis une indépendance de fait. En 2008, ces deux entités constituées sur le modèle étatique ont été reconnues par la Russie puis par quelques autres États alliés de la Russie. Les chercheurs nomment le plus souvent ces entités des États *de facto* (Kolosov et al., 2021)

² Le terme n'est pas employé par les acteurs locaux. L'emploi ici permet de faire le parallèle avec d'autres travaux sur la toponymie en situation de « décolonisation » (Noucher, 2022).

devenir sujet de la Fédération de Russie. Bien entendu, ce sont les Abkhazes et les Ossètes qui estiment que leurs territoires doivent être « décolonisés » de leur passé géorgien. Pour les Géorgiens, à l'inverse, ces deux « régions » sont des parties intégrantes et inaliénables du territoire national, et la « décolonisation » a lieu avec le passé soviétique voire avec la Russie. Dans cette région multiethnique et convoitée pendant des siècles par les empires ottoman, perse puis russe, l'acquisition de l'indépendance politique est très récente et remonte au début des années 1990.

L'Abkhazie et l'Ossétie du Sud sont l'objet d'un conflit qui prend sa source dans la conception soviétique de l'ethnicité. Dans les années 1920, les « nations titulaires » ont obtenu des privilèges sur leur territoire éponyme : les Abkhazes en Abkhazie, les Ossètes en Ossétie du Sud et les Géorgiens en Géorgie à l'inclusion de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. La période soviétique a territorialisé les identités. Cette superposition des droits perçus comme légitimes et historiques autant par les Abkhazes ou les Ossètes que par les Géorgiens sur les régions d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud n'a posé que peu de problèmes jusqu'à la fin des années 1980. C'est au moment de l'effondrement du pouvoir central soviétique que la conception nationaliste et exclusive du territoire a entraîné des revendications incompatibles, chacun des groupes considérant le territoire comme « indivisible » (Kemoklidze, 2014).

À travers l'exemple de la toponymie, cet article entend présenter quelques grands traits de ce conflit ethno-territorial. Il interroge notamment l'idée de « souveraineté cartographique »³ dans le cas où justement, la souveraineté est contestée. Comment un État peut-il alors nommer les lieux ? Les transformations toponymiques que l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud ont proposées dans la période post-soviétique n'ont pas été adoptées par la Géorgie, ni par la communauté internationale qui la soutient. Dans de nombreux cas, deux toponymes sont en concurrence, l'un reconnu, l'autre utilisé sur le terrain⁴. La tentative de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud d'imposer ces nouveaux toponymes et la résistance opiniâtre de la Géorgie à leur emploi sont de bonnes illustrations du conflit de souveraineté sur ces territoires. L'État reconnu est-il en capacité de nier les emplois toponymiques en vigueur sur le terrain et d'imposer ses propres toponymes alors qu'il ne contrôle plus le territoire ? L'État *de facto* est-il en capacité de réattribuer les toponymes alors que sa légitimité n'est pas reconnue ? Différentes stratégies sont mises en place dans les deux cas, rencontrant plus ou moins de succès.

³ Pour Matthieu Noucher, il s'agit du « privilège exclusif des États de produire leur propre représentation du territoire national » (Noucher, 2022).

⁴ Nous utilisons en premier le toponyme abkhaze ou ossète et en deuxième le toponyme géorgien, séparés par un « / ».

2. La politique des États de facto : « dé-géorgianiser » les toponymes en Abkhazie et en Ossétie du Sud

La réattribution des toponymes est l'un des premiers actes de réappropriation de l'espace identitaire que les Abkhazes et les Ossètes entreprennent après les affrontements. En Abkhazie, les toponymes sont réattribués à partir de 1993. En Ossétie du Sud, à part certains cas comme Tskhinval/i qui est redénommé officiellement Tskhinval en 1991, la majorité des transformations sont postérieures à 2010 (Karsanti, 23 octobre 2010), c'est-à-dire postérieures aux affrontements de 2008 et à la prise de contrôle sur tout le territoire de l'ex-région soviétique à la faveur de l'intervention russe. Pour les acteurs locaux, aujourd'hui, il est essentiel d'employer les toponymes réattribués. Prendre le contrôle politique du territoire c'est s'arroger le privilège de le renommer.

Cette pratique est non seulement un acte de ré-appropriation symbolique de l'espace, mais aussi une manière pour les Abkhazes et les Ossètes de rétablir ce qu'ils considèrent comme historiquement juste. En effet, durant la période soviétique, on supposait que les « nations socialistes » devaient se consolider autour du groupe titulaire le plus nombreux, urbanisé et politiquement dominant. Les Géorgiens ont alors mis en œuvre des transformations qui allaient bien au-delà de la simple cartographie : enseignement du géorgien dans les écoles primaires, installation de colons géorgiens en Abkhazie, écriture de l'abkhaze et de l'ossète en alphabet géorgien, ou encore travaux d'historiens qui allaient jusqu'à nier l'autochtonie des Abkhazes et des Ossètes en Géorgie. Les Abkhazes et Ossètes parlent d'une politique de « géorgianisation », celle-là même dont ils tentent d'effacer les traces. D'une certaine manière, la « dé-géorgianisation » est donc une forme de « décolonisation ».

En Abkhazie, la *géorgianisation*⁵ des toponymes commence à la fin des années 1930 ; entre 1948 et 1952, 147 localités sont renommées (Shnirelman, 2003 : 207-208). En Ossétie du Sud, du fait que les contacts entre les Ossètes et les Géorgiens étaient nombreux depuis le Moyen Âge (Dziccojty, 2018 : 950), la *géorgianisation* des toponymes est moins systématique et, durant la période soviétique, les locuteurs utilisent de manière interchangeable les différents toponymes, dans leur version russe, géorgienne ou ossète (Cxovrebova, 1979). Sur les cartes et sur les documents officiels, cependant, les toponymes d'Ossétie du Sud subissent le même processus de *géorgianisation* qu'en Abkhazie à partir des années 1930.

La majorité des transformations apportée par les Géorgiens est l'ajout du suffixe *-i* lorsque la dernière lettre du toponyme est une consonne. Sukhum, le centre administratif d'Abkhazie, est redénommé Sukhumi en 1936. Tskhinval, son équivalent en Ossétie du Sud, devient Tskhinvali sur les cartes soviétiques. La *géorgianisation* est ici une transformation simplement grammaticale car le suffixe *-i* pour les mots à terminaison consonante est la marque du nominatif

⁵ Il s'agit d'un néologisme couramment employé dans ces territoires.

en géorgien. Elle s'applique d'ailleurs à tous les toponymes de Géorgie dès les années 1930 : Batum devient Batoumi, Tiflis devient Tbilisi, Kutais devient Kutaisi. En 1939, il reste peu de toponymes *non-géorgianisés* sur les cartes de la République socialiste soviétique de Géorgie.

En plus de ces transformations grammaticales, certains toponymes sont purement redénommés ou traduits en géorgien. En Abkhazie, l'actuel village de Yachtkhua/Tavisupleba, situé à quelques kilomètres au nord-est de Sukhum/i, portait jusqu'à la soviétisation le nom abkhaze russifié de Eshtkhva, littéralement en abkhaze « propriété de la famille Eshba » (Kvarčija, 2006). Déjà renommé Svoboda (« liberté » en russe) de 1925 à 1935, il prend le nom de Tavisupleba (« liberté » en géorgien) à partir des années 1940. Après les affrontements des années 1990, les Abkhazes réattribuent le toponyme antérieur dans une variante phonétique, Yashtkhua, tandis que les Géorgiens continuent de le cartographier Tavisupleba. Toujours en Abkhazie, l'actuel village d'Alakumkhara/Lekukhona qui portait le nom de Mariiskoe durant la période impériale, est redénommé Alakumkhara en 1923, littéralement « bosquet de rhamnacées » en abkhaze (Kvarčija, 2006). En 1948, le village prend le nom de Lekukhona, traduction d'Alakumkhara en géorgien. Après 1993, les Abkhazes redénomment le village dans sa version abkhaze de 1923.

Dans certains cas, les toponymes commémorent des héros ou personnalités politiques, pas toujours géorgiens d'ailleurs. Le premier village situé à l'est du Psou au niveau du rivage (actuellement au niveau de la frontière abkhazo-russe) portait le nom de Gechripsh⁶ au moment de son annexion par l'Empire russe. À la fin du XIX^e siècle il est renommé Ermolovsk en l'honneur d'un général russe qui s'était illustré dans les guerres caucasiennes. En 1944, c'est à la mémoire de Leselidze, un chef militaire soviétique d'origine géorgienne, qu'il est redénommé. En 1992, après les affrontements abkhazo-géorgiens, les Abkhazes réattribuent le nom antérieur abkhaze de Giachrypsh. En Ossétie du Sud maintenant, au début de la soviétisation, le centre administratif du district sud-ouest est déplacé du village d'Okona à celui de Tkisubani (littéralement « parcelle de forêt » en géorgien). En 1931, cette localité qui s'est alors développée est renommée Znauri en hommage au révolutionnaire bolchévique nord-ossète Znaur Ajdarov (Cxovrebova, 1979 : 100). Deux autres localités importantes connaissent le même sort en Ossétie du Sud : Tskhinval/i qui est redénommée Staliniri – parfois Stalinir – de 1934 jusqu'à la déstalinisation en 1961 et la ville principale du district meridio-oriental qui prend le nom de Leningori (littéralement « montagne de Lénine ») en 1934.

Les réattributions toponymiques après les affrontements se font surtout pour les toponymes à consonance géorgienne. Dans le cas de la *géorgianisation* grammaticale (ajout du suffixe -i aux toponymes à finalité consonante), le processus de dé-ethnisation consiste simplement à supprimer ce -i. En Ossétie du Sud, Znauri est transformé en Znaur, Gduleti redevient Gdulet. En Ab-

⁶Littéralement en abkhaze, « territoire des Gečba », une famille noble qui administrait cette portion du littoral de la Mer Noire dans les siècles passés (Kvarčija, 2006).

khazie, Ilori redevient Ilor, Gulripshi redevient Gulripsh. Certaines transformations phonétiques mineures sont aussi possibles : Tagiloni est transformé en Taglan, Merkheuli devient Markhiaul. En Ossétie du Sud, Balaani devient Balata, Artsevi devient Artseu.

Dans d'autres cas, la réappropriation toponymique transforme complètement le nom de lieu et restaure l'identité abkhaze ou ossète, comme nous l'avons déjà expliqué plus haut⁷. Pour citer d'autres exemples, en Abkhazie Odishi devient Akapa, Akhalsopeli devient Khypsta, et en Ossétie du Sud Akhalsheni devient Nogkau, Tsinagari devient Amzarin.

Dans un cas au moins, la transformation sert à dénuer le toponyme de toute consonance ethnique. C'est le cas de Leningor/Akhalgori déjà mentionnée plus haut. Avant l'annexion de l'Empire russe, cette localité nommée Akhalgori – ou Akhalgor – (« petite montagne » en géorgien) était le lieu de résidence des *eristavi*, des gouverneurs géorgiens (Saparov, 2015). En 1934, le lieu est renommé Leningori, littéralement « montagne de Lénine ». Lorsque la Géorgie devient indépendante en 1991, elle réattribue le toponyme géorgien Akhalgori puisqu'elle conserve le contrôle de cette vallée après les affrontements. De la sorte, la Géorgie efface les traces de l'« occupation soviétique ». En 2008, les forces armées russes permettent de placer la vallée sous la tutelle de l'État *de facto* sud-ossète. A ce moment-là, la ville est alors redénommée Leningor, celle fois sans le suffixe –i. La transformation pour les Ossètes et les Russes n'est pas ici une réappropriation ethnique, plus compliquée étant donné le passé géorgien de cette localité, mais une dé-ethnisation du lieu, le toponyme devenant un objet mémoriel d'un passé soviétique qui ne dérange plus⁸.

Il faut enfin noter que quelques toponymes n'ont subi aucune modification après 1992-1993. Par exemple dans la région d'Ochamchyra/Ochamchire en Abkhazie, il y a Gudava, Chlou, Atara, ou encore Aradu. En Ossétie du Sud, il y a Ikorta, Khvtse, Patsa, Kirov, etc.

3. Stratégies multiples et concurrence toponymique

Toutes ces modifications entreprises par l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud restent très confidentielles jusqu'à 2008. Avec la reconnaissance étatique, la Russie modifie ses cartes au format papier comme la carte en ligne de Yandex, l'équivalent russe de Google. Si la cartographie est le privilège des États souverains, elle devient parfois un instrument d'allégeance géopolitique : Google reconnaît la souveraineté géorgienne et inscrit les toponymes géorgiens, Yandex reconnaît la souveraineté des États *de facto* et inscrit les toponymes abkhazes et ossètes, bien que dans leur forme russifiée (il existe aussi une translittération en caractères latins pour la version anglophone de la plateforme). Derrière

⁷ En Ossétie du Sud, c'est à partir de la fin des années 2000 grâce au travail d'une commission spéciale que sont « retrouvés » les toponymes antérieurs à la « géorgianisation » ; la plupart sont ossètes, mais certains sont turques et d'autres géorgiens.

⁸ Le même processus de réhabilitation est en cours en Russie durant cette période.

les plateformes privées se trouvent aussi les intérêts des États. Le site internet d'Airbnb est un exemple. Sur la version française, la ville balnéaire abkhaze de Pitsunda est nommée Bichvinta (toponyme géorgien jamais utilisé sur le terrain) et la capitale abkhaze Sukhum'i est nommée Sokhumi (translittération du toponyme géorgien). Le site internet de Booking propose quant à lui Soukhomi sur la version française et Sukhum sur la version russe. Le nom de lieu est donc chargé d'un sens qui le dépasse car son emploi permet de reconnaître telle ou telle souveraineté sur les territoires.

La concurrence toponymique ne se réduit pas à l'espace virtuel ni à la cartographie. Tous les partenaires étrangers de la Géorgie, à commencer par l'Union européenne, ont recours aux toponymes géorgiens dans leurs discours. Plus qu'un positionnement géopolitique dans le conflit géorgiano-russe, il s'agit d'un moyen d'obtenir l'allégeance de la Géorgie en faisant sien ses emplois toponymiques. Cette pratique est selon nous conçue comme un acte de neutralité par les partenaires étrangers. Ils s'abstiennent par exemple de certains usages à caractère nationaliste comme le terme Samachablo (littéralement « terre des Machebeli », des nobles géorgiens qui contrôlaient la vallée occidentale par le passé) qui désigne l'Ossétie du Sud dès la fin des années 1980 pour les nationalistes géorgiens. Ces derniers considéraient la création de l'entité au début des années 1920 comme artificielle, et dès 1991, elle est officiellement démantelée par le nouveau parlement géorgien. La région autonome qui se transforme en État *de facto* après 1992 est alors nommée « région de Tskhinvali » par le pouvoir géorgien, et c'est ce terme plus politiquement correct qui est employé par les partenaires européens, notamment par la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgien (EUMM).

La stratégie géorgienne à l'égard de la toponymie en Abkhazie et en Ossétie du Sud est double : d'une part, elle nie les transformations toponymiques en vigueur sur le terrain (comme elle nie d'ailleurs l'existence des États *de facto* qu'elle considère des territoires occupés par la Russie) ; d'autre part, possédant la souveraineté *de jure*, elle est en mesure d'imposer sa propre toponymie sur les cartes à l'international. En dehors de la Russie et des quelques États qui reconnaissent ces entités, les toponymes abkhazes et ossètes, qui sont pourtant employés dans la pratique, ne sont donc ni connus ni cartographiés. Ainsi, pour qu'un État puisse avoir le privilège de nommer son territoire, il ne doit pas seulement posséder la souveraineté *de facto* mais aussi et surtout la souveraineté *de jure*.

4. Conclusion

Cet article produit à partir de recherches doctorales met en évidence au moins deux choses à propos des toponymes produits dans un contexte de souveraineté contestée. D'une part, des cartographies concurrentes peuvent apparaître avec un toponyme (re)connu employé par l'État *de jure* (ici la Géorgie), et un toponyme utilisé par les acteurs locaux mais non reconnu, proposé par l'État *de facto* (ici l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud). D'autre part, c'est l'État majoritairement reconnu (ici la Géorgie) qui est en capacité d'imposer sa propre version de la toponymie au niveau international, et non l'État *de facto* qui

contrôle le territoire dans la pratique (ici l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud), quand bien même ce dernier soit soutenu par une puissance telle que la Russie. La reconnaissance étatique est ainsi fondamentale pour la « souveraineté cartographique ».

Bibliographie

- CXOVREBOVA Z., *Toponimija Južnoj Osetii v pis'mennyx itočnikax*, Mecniereba, 1979.
- DZICCOJTY J., «K Osetino-gruzinskim etničeskim svjazjam». Vestnik Udmurtskogo universiteta, 26-6, 2018, pp. 950-956.
- KARSANTI T., «Toponimika Južnoj Osetii: vozvrašenie k istokam», kaukaz.livejournal.com/139365.html, 23 octobre 2010 (consulté le 21/07/2022).
- KEMOKLIDZE N., *Identity and Violence: Cases in Georgia*, Birmingham, University of Birmingham, 2014.
- KOLOSOV V., SEBENTSOV A., TUROV N., «Uncontrolled Territories in the Contemporary World: Theory, Genesis, Types and Dynamics», in *Outlines of global transformations: politics, economics, law*, 14, 2021, pp. 23-51.
- KVARČIJA V., «Istoriko-etimologičeskij slovar' toponimov Abxazii», http://apsnyteka.org/195-kvarchia_istoričeskaja_i_sovremennaja_toponimiya_abhazii_slovar_toponimov_g-n.html, 2006 (consulté le 21/07/2022).
- NOUCHER M., «The Map, the Name and the Territory: Toponymic Struggles in the Era of Cartographic Post-Sovereignty», in GIRAUT F., HOUSSAY-HOLZSCHUCH M. (a cura di), *The Politics of Place Naming. Naming the World*, London, Wiley, 2022, pp. 191-216.
- SAPAROV A., *From Conflict to Autonomy in the Caucasus: the Soviet Union and the Making of Abkhazia, South Ossetia and Nagorno Karabakh*, London, Routledge, 2015.
- SHNIRELMAN V., *Vojny pamjati: Mifi, identičnost' i politika v Zakavkaze*, Moscou, IKC «Akademkniga», 2003.



Réattribution toponymique dans le Sud-Caucase : les exemples de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud

À partir des cas de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, cet article met en évidence au moins deux choses à propos des toponymes produits dans un contexte de souveraineté contestée. D'une part, des cartographies concurrentes peuvent apparaître avec un toponyme (re)connu employé par l'État *de jure* (ici la Géorgie), et un toponyme utilisé par les acteurs locaux mais non reconnu, proposé par l'État *de facto* (ici l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud). D'autre part, c'est l'État majoritairement reconnu (ici la Géorgie) qui est en capacité d'imposer sa propre version de la toponymie au niveau international, et non l'État *de facto* qui contrôle le territoire dans la pratique (ici l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud), quand bien même ce dernier soit soutenu par une puissance telle que la Russie. La reconnaissance étatique est ainsi fondamentale pour la « souveraineté cartographique ».

La riallocazione toponomastica nel Caucaso meridionale: gli esempi dell'Abcasia e dell'Ossezia del Sud

A partire dai casi dell'Abkhazia e dell'Ossezia del Sud, questo articolo evidenzia due questioni centrali sulla toponomastica in un territorio a sovranità contesa. Da un lato, possono emergere cartografie concorrenti con un toponimo (ri)conosciuto usato dallo Stato *de jure* (qui la Georgia) e un toponimo usato dagli attori locali ma non riconosciuto, proposto dallo Stato *de facto* (qui Abkhazia e Ossezia del Sud). D'altra parte, è lo Stato riconosciuto a maggioranza (in questo caso la Georgia) che è in grado di imporre la propria versione della toponomastica a livello internazionale, e non lo Stato *de facto* che controlla il territorio nella pratica (in questo caso Abkhazia e Ossezia del Sud), anche se quest'ultimo è sostenuto da una potenza come la Russia. Il riconoscimento dello Stato è quindi fondamentale per la "sovranità cartografica".

Toponymic Reallocation in the South Caucasus: the Examples of Abkhazia and South Ossetia

Studying the cases of Abkhazia and South Ossetia, this article highlights two central issues regarding toponymy in a territory of disputed sovereignty. On the one hand, competing cartographies may emerge with a (re)known toponym used by the *de jure* state (here Georgia) and a toponym used by local actors but not recognised, proposed by the *de facto* state (here Abkhazia and South Ossetia). On the other hand, it is the majority-recognised state (here Georgia) that is able to impose its version of toponymy internationally, and not the *de facto* state that controls the territory in practice (here Abkhazia and South Ossetia), even if the latter is supported by a power such as Russia. State recognition is therefore crucial for "cartographic sovereignty".